

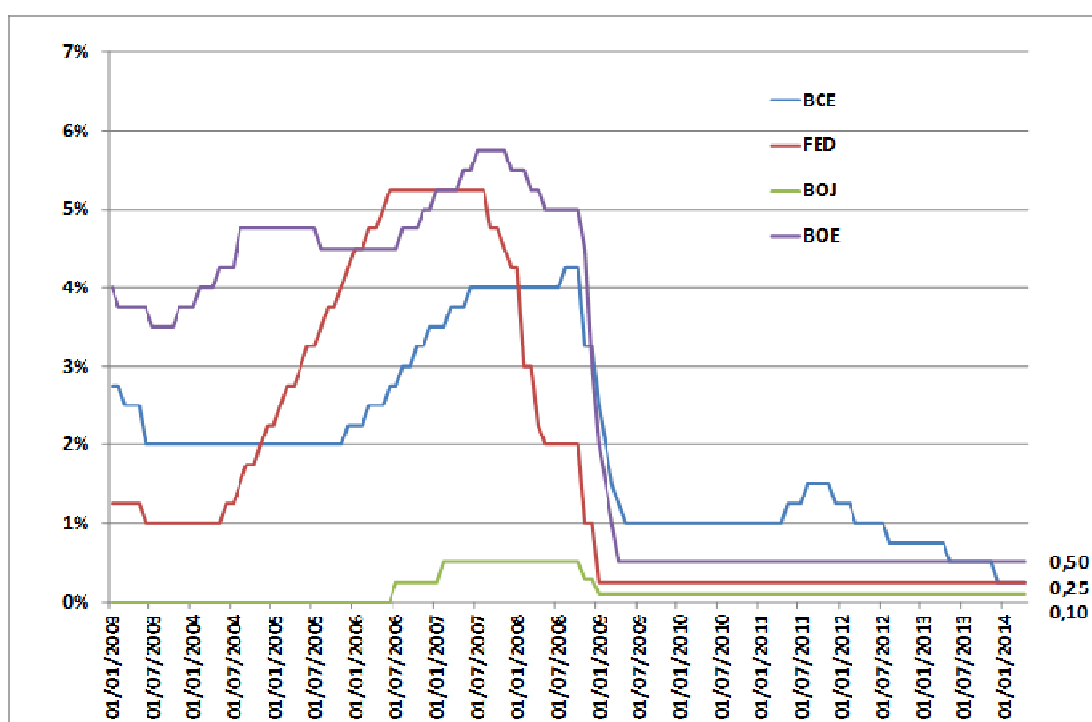
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

#### La BCE laisse ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 avril 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les informations récentes continuent de conforter notre anticipation d'une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée graduelle des taux d'inflation mesurée par l'IPCH. Les signaux provenant de l'analyse monétaire confirment le diagnostic de tensions sous-jacentes modérées à moyen terme sur les prix dans la zone euro. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. À plus long terme, nous suivrons très attentivement les évolutions et considérerons tous les instruments à notre disposition. Nous sommes fermement déterminés à conserver l'orientation largement accommodante de la politique monétaire et à agir rapidement si nécessaire. En conséquence, nous n'excluons pas un nouvel assouplissement de la politique monétaire et nous réitérons fermement que nous continuons de prévoir le maintien des taux d'intérêt directeurs de la BCE à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée (...). Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement de recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat afin de faire face efficacement aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation. »

Taux directeur des principales banques centrales



## Chômage

### Hausse marquée des demandeurs d'emploi de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 347 700 en France métropolitaine fin février 2014. Ce nombre est en hausse par rapport à la fin janvier 2014 (+0,9 %, soit +31 500) et sur un an, il croît de 4,7 %.

### Stabilité du taux de chômage en ZE18

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,9 % en février 2014, stable depuis octobre 2013. Il se situait à 12,0 % en février 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,6 % en février 2014, en baisse par rapport au taux de 10,7 % de janvier 2014. Il se situait à 10,9 % en février 2013. Eurostat estime qu'en février 2014, 25,920 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,965 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 65 000 dans l'UE28 et de 35 000 dans la zone euro. Comparé à février 2013, le chômage a baissé de 619 000 personnes dans l'UE28 et de 166 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (27,5 % en décembre 2013) et en Espagne (25,6 %).

## Inflation

### Baisse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,5 % en mars 2014, en baisse par rapport au mois de février où il était de 0,7 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en mars (1,1 % contre 1,3 % en février), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (1,0 % contre 1,5 % en février), des biens industriels hors énergie (0,3 % contre 0,4 % en février) et de l'énergie (-2,1 % contre -2,3 % en février).

### France : hausse des prix à la consommation en février.

En février 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,6 % après une baisse de 0,6 % en janvier 2014. Sur un an, il augmente de 0,9 % après +0,7 % en janvier 2014. Hors tabac, l'IPC augmente de 0,5 % en février 2014 et de 0,8 % sur un an. Corrigé des variations saisonnières, l'IPC croît de 0,2 % en février 2014.

## Banque de France

### Publication d'une étude sur le surendettement des ménages

La Banque de France a publié en mars une étude intitulée « Le Surendettement des ménages » dans laquelle elle étudie le profil des ménages surendettés et l'origine de leurs dettes. Les deux tiers sont des personnes vivant seules avec ou sans enfants. 48 % n'exercent pas de profession (chômage, invalidité...). Les surendettés exerçant un emploi sont à 60 % des employés et des ouvriers. Dans la moitié des dossiers, l'étude observe une incapacité à rembourser le moindre euro.

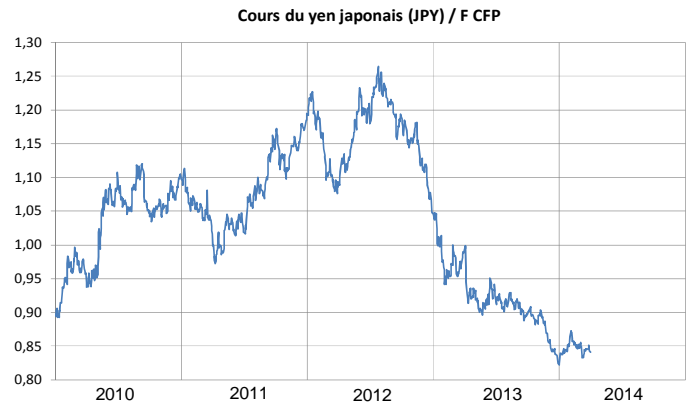
<https://www.banque->

[france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/La Banque de France/ER2012\\_web\\_complet.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/La_Banque_de_France/ER2012_web_complet.pdf)

## 2 – Actualité régionale

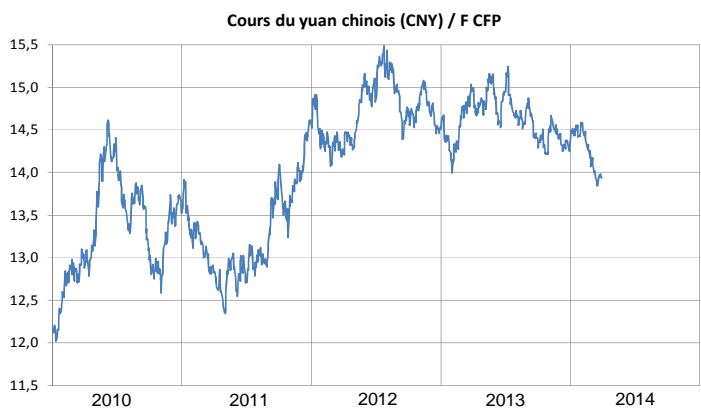
### Le Japon : rachats d'actifs de la banque centrale

D'après une enquête de Bloomberg, les économistes anticipent un doublement des rachats d'ETF (Exchange-Traded Fund) d'ici le mois de juillet à 2 000 milliards de yens. Cependant, deux conseillers de Shinzo Abe envisagent une augmentation du programme de rachats d'actifs dès le mois de mai.



### Chine : recul du commerce extérieur et mise en place d'un nouveau plan de relance

Selon les chiffres publiés le 10 avril par les douanes chinoises l'excédent commercial était de 7,7 milliards de dollars en mars 2014. Par rapport à la même période de l'année dernière, les exportations ont baissé de 6,6 % quand les importations reculaient de 11,3 %. Il faut noter que les chiffres de 2013 avaient été artificiellement gonflés, ce qui accentue aujourd'hui l'effet négatif. Mais malgré cela, ces chiffres restent très en deçà des prévisions de plusieurs analystes. Au début du mois d'avril, le gouvernement avait annoncé la mise en place d'un plan de relance, comportant des mesures ciblées, notamment en faveur des petites entreprises, et du développement des infrastructures ferroviaires.



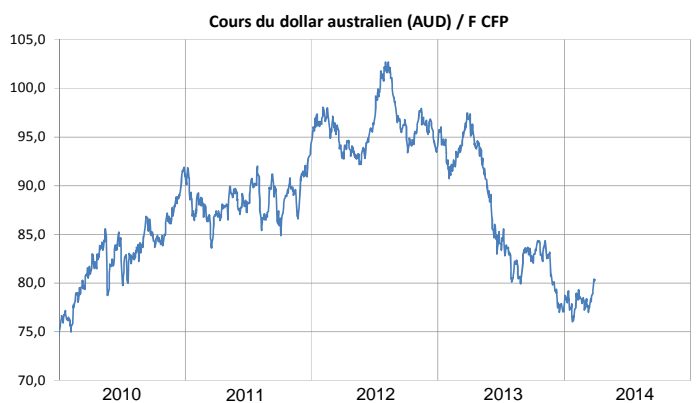
Un fonds de développement doté de 200 à 300 milliards de yuans (23 à 35 milliards d'euros) va être créé pour soutenir ces projets.

### Australie : stabilisation du chômage

Après avoir augmenté de 0,4 point sur l'année 2013, le taux de chômage atteint 6,0 % en février, un niveau identique à celui du mois de janvier.

Cette évolution est due à la hausse du nombre d'emplois salariés en février (+47 000 personnes) qui contraste avec l'atonie des mois précédents.

Lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> avril 2014, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %.

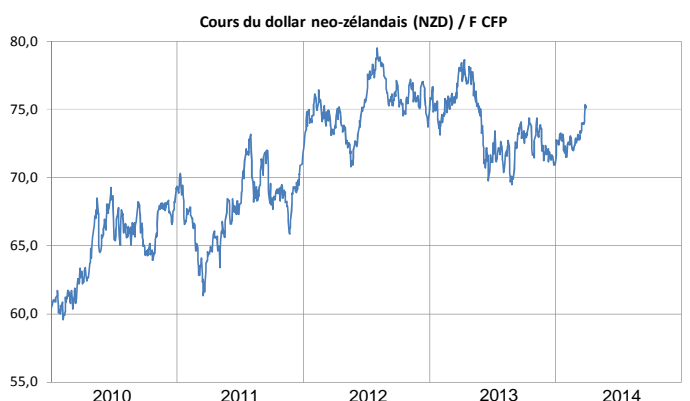


### Nouvelle-Zélande : ralentissement de la croissance trimestrielle

Le produit intérieur brut néo-zélandais a progressé de 0,9 % au quatrième trimestre 2013 (après +1,2 % le trimestre précédent).

La forte croissance dans le secteur manufacturier n'a pas suffi à compenser la baisse d'activité dans les services aux entreprises et la chute de la production des produits laitiers et de l'élevage.

Le 13 mars 2014, la banque centrale de la Nouvelle-Zélande a augmenté son principal taux directeur de 0,25 point à 2,75 %



## 3 – Brèves économiques locales

---

### Nouvelle gamme de billets : la nouvelle gamme représente plus des trois quarts de la circulation fiduciaire

Au 4 avril, la nouvelle gamme de billets représentait 76 % de la circulation fiduciaire en nombre et 71 % en valeur. Près de 4,2 millions de billets de la nouvelle gamme ont ainsi été émis. Presque symétriquement, la circulation en volume des coupures de l'ancienne gamme diminue, semaine après semaine. Le nombre de billets de l'ancienne gamme, retirés de la circulation atteint depuis le 20 janvier, 4,1 millions de billets, soit un taux de retour global de 75,5 % en volume. La circulation fiduciaire globale (ancienne et nouvelle gamme) atteint 5,5 millions de billets, soit une valeur de 21,2 milliards de F CFP.

### Surendettement : indicateurs 2013

Une séance plénière de la commission de surendettement de la Nouvelle-Calédonie a été consacrée le 26 mars 2014 à la présentation du rapport d'activité de l'année 2013. Depuis le démarrage du dispositif en avril 2007, 505 dossiers ont été déposés, soit une moyenne de 6 dossiers par mois. L'exercice 2013 a été marqué par une reprise du nombre de dépôts de dossiers de déclaration de surendettement qui s'établit à 83 dossiers, soit +22,1 % par rapport à 2012 (68 dossiers ; contre 82 en 2011). Dans les causes, le surendettement passif (perte d'emploi, décès du conjoint, divorce...) domine à 73 % comme dans les autres géographies (métropole et DOM). Malgré cette progression, le nombre de dossiers de surendettement par habitant demeure faible en comparaison de l'hexagone ou des DOM.

La commission de surendettement relève une augmentation du nombre de dossiers ayant abouti favorablement. Ainsi, 46 plans amiables ont été signés en 2013 (après 41 en 2012), soit un taux de succès proche de 60 % (deux fois supérieur au taux national). Ces résultats encourageants traduisent surtout la volonté de la place, et particulièrement des créanciers, de trouver des solutions amiables aux situations des surendettés. La commission a poursuivi en 2013 ses actions de place afin de permettre un meilleur accompagnement des ménages surendettés. Ainsi une charte, à l'instar de celle signée avec les quatre banques locales, a été formalisée avec les services financiers de l'OPT (4 mars 2014). Par ailleurs la signature d'une convention de partenariat avec le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) de la commune de Bourail a été finalisée (24 mars 2014) après celles signées auparavant avec trois CCAS du territoire (Dumbéa, Nouméa et Mont-Dore) et la Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie.

### Un accord sur la valorisation des gisements de nickel de Prony et Pernod

Le 3 avril 2014, la Province Sud a adopté un projet de délibération « portant approbation du protocole général d'accord » relatif aux massifs miniers Prony et Pernod. Les groupes Eramet, VALE Canada et la Province Sud ont ainsi signé le 5 avril, à Nouméa, un protocole général d'accord portant sur l'exploration, puis l'étude et la valorisation des gisements de nickel de Prony et Pernod. Ces gisements sont actuellement en situation de réserves techniques provinciales. L'accord prévoit la création d'une société commune de projet entre les trois partenaires. Cette société engagera les travaux d'exploration géologique et les études techniques nécessaires à l'amélioration des connaissances et à l'exploitation des gisements. Si les résultats des recherches le permettent, les industriels présenteront à la Province un ou plusieurs projets de valorisation industrielle qui devront privilégier les synergies avec les filiales calédoniennes (VALE NC et la SLN) et leurs équipements industriels existants.

### La loi sur la concurrence votée à l'unanimité

Le 3 avril 2014, le Congrès de Nouvelle-Calédonie a voté à l'unanimité le projet de loi de pays portant création de l'autorité administrative indépendante de la concurrence. Cette loi devrait rentrer en vigueur dans les prochains mois.

### Extension du dispositif de prêt à taux zéro

Le 18 mars, le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a voté un avant projet de loi pour permettre à un plus grand nombre de ménages d'accéder au prêt à taux zéro. Ce dispositif permet depuis début 2011 à certaines catégories de ménages dont les revenus sont plafonnés d'obtenir un prêt sans intérêt pour une partie du financement de la construction ou de l'acquisition de leur habitation principale. Si la loi est adoptée, le prêt à taux zéro s'appliquera également aux opérations de location-accession à la propriété pratiquées dans le logement social.

### Emploi Formation

Le 3<sup>ème</sup> Forum Emploi Formation s'est tenu à la Maison des artisans le 4 avril 2014. Près de 6500 visiteurs ont pu échanger avec les entreprises présentes du secteur privé, de la fonction publique et des forces armées. Des espaces ont été accordés aux entretiens, aux ateliers curriculum vitae, aux conférences et au coaching. L'organisme Mission Insertion des Jeunes (MIJ) était présent.

### Conférence régionale « Emerging Pacific Leaders' Dialogue »

Du 16 au 18 octobre prochain se déroulera à Nouméa la conférence régionale d'ouverture du dialogue des leaders (« Emerging Pacific Leaders' Dialogue »). Organisées à l'origine dans les pays du Commonwealth, ces conférences ont comme objectif de permettre le dialogue social. La conférence permettra aux candidats sélectionnés à partir de plusieurs nationalités du Pacifique de développer leurs compétences en matière de leadership par rapport aux enjeux de la région Pacifique.

### Publications

L'IEOM a publié les études suivantes :

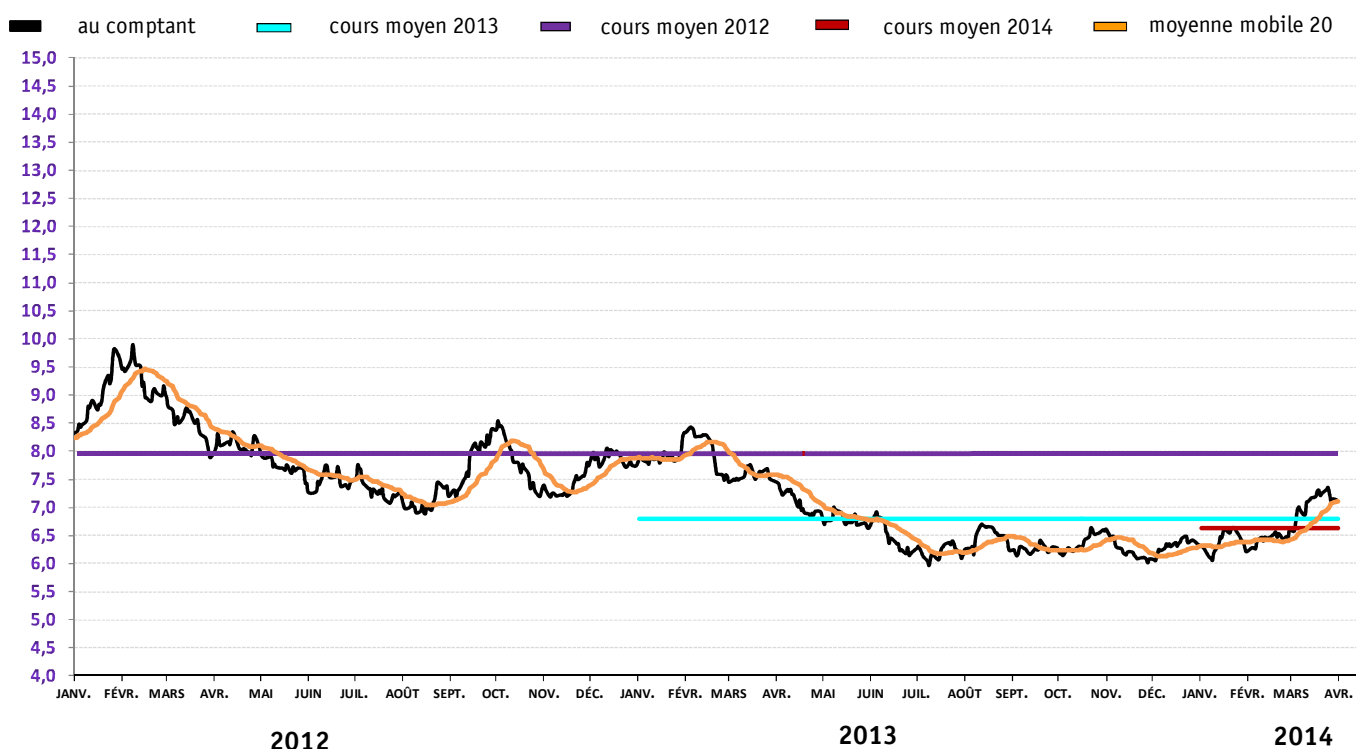
- La note expresse NE n°121 – L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2013 - Le ralentissement se poursuit
- Infos financières – Suivi des crédits aux entreprises en Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2013

## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mars-14	104,6	-0,2%	0,1%
Nombre de demandeurs d'emploi		févr.-14	7 617	7,8%	6,3%
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc.-13	9 041	33,4%	-25,0%
	cumulées	déc.-13	107 533	-	-12,9%
Importations	mensuelles	déc.-13	28 212	13,3%	32,3%
	cumulées	déc.-13	290 908	-	-3,5%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
<b>NICKEL</b>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mars-14	7,10	10,3%	-6,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mars-14	613	9,0%	-12,3%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-13	759	103,9%	28,4%
	cumulées	déc.-13	4 460	-	-2,9%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	déc.-13	4 991	5,2%	-20,1%
	cumulées	déc.-13	65 126	-	4,2%
<b>TOURISME</b>					
• Touristes débarqués	mensuels	févr.-14	6 875	-13,0%	-13,5%
	cumulés	févr.-14	14 773	-	-6,6%
• Nuitées	mensuels	janv.-14	50 750	-9,1%	1,3%
	cumulés	janv.-14	50 750	-	1,3%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		janv.-14	54%	- 7,1 pts	+ 0,7 pt
• Croisiéristes (p)	cumulés	janv.-14	48 422	-	-4,2%
<b>BTP</b>					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mars-14	9 650	10,8%	-11,0%
	cumulées	mars-14	25 951	-	-11,8%
• Index BT 21 (p)		févr.-14	101,52	0,0%	0,2%
• IRL (p)		févr.-14	119,93	0,0%	1,4%
<b>CREVETTES</b>					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-13	ns	ns	ns
	cumulées	déc.-13	868	-	6,2%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-13	ns	ns	ns
	cumulées	déc.-13	1 302	-	13,7%
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-13	469	-2,1%	-0,8%
	cumulées	sept.-13	4 845	-	-14,6%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

### ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-12	févr.-13	févr.-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	14 882	15 971	14 985	7,3%	-6,2%
Dépôts à vue	234 907	248 606	269 656	5,8%	8,5%
<b>Total M1</b>	<b>249 789</b>	<b>264 577</b>	<b>284 641</b>	<b>5,9%</b>	<b>7,6%</b>
M2-M1	100 769	106 734	112 954	5,9%	5,8%
<b>Total M3</b>	<b>529 692</b>	<b>593 872</b>	<b>589 852</b>	<b>12,1%</b>	<b>-0,7%</b>

### Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-11	déc.-12	déc.-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	426 094	456 762	452 929	7,2%	-0,8%
Ménages	390 944	403 923	409 701	3,3%	1,4%
Collectivités locales	56 975	60 060	74 063	5,4%	23,3%
Autres agents de CCB non ventilés	15 438	16 069	15 715	4,1%	-2,2%
<b>Total encours sain</b>	<b>889 450</b>	<b>936 813</b>	<b>952 408</b>	<b>5,3%</b>	<b>1,7%</b>
Créances douteuses brutes	18 138	19 022	29 611	4,9%	55,7%
<b>Total encours brut</b>	<b>907 589</b>	<b>955 835</b>	<b>982 019</b>	<b>5,3%</b>	<b>2,7%</b>

### Interdits bancaires

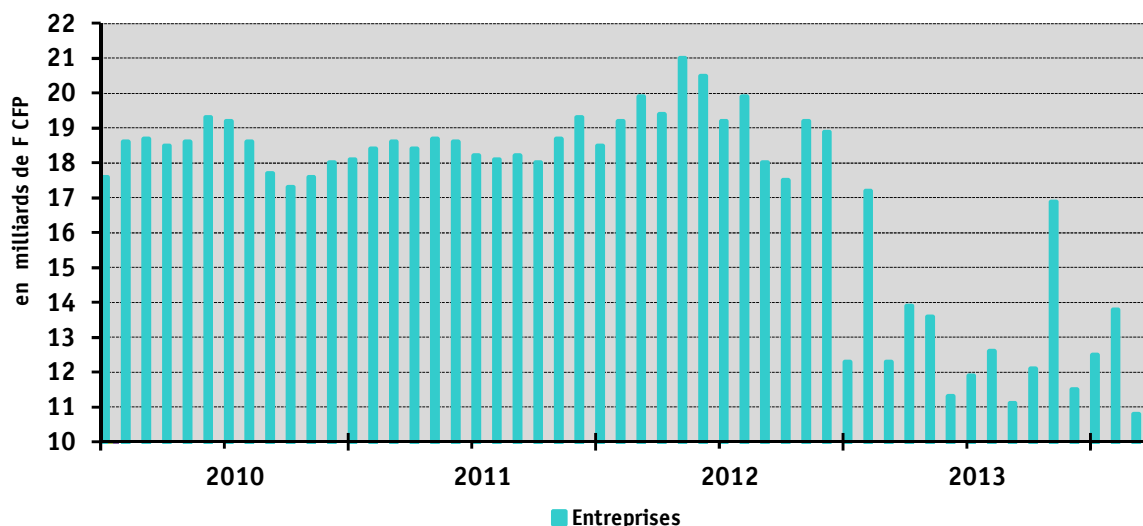
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	déc.-13	7 725	-0,8%	7,7%
	dont personnes physiques	déc.-13	6 852	-0,9%	7,5%
	dont personnes morales	déc.-13	873	0,2%	9,3%

### Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	mars-14	16 138	0,1%	4,2%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	mars-14	4 744	-5,9%	-8,4%

### Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	mars-14	10,8	-22,0%	-12,7%



## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
<b>Indice des prix à la consommation</b>	mars*	104,53	104,61	0,1%
<b>Entreprises</b>				
nb d'entreprises (a)	déc.	54 577	57 352	5,1%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc.	48 016	50 728	5,6%
créations d'entreprises	déc	5 121	5 069	-1,0%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 508	2 286	-8,9%
liquidations judiciaires (nb)	déc	144	109	-24,3%
redressements judiciaires (nb)	déc	123	71	-42,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	799	873	9,3%
ventes de ciment local (tonnes)	mars*	29 359	25 950	-11,6%
importations de ciment (tonnes)	mars*	55	1	n.s
total ciment (tonnes)	mars*	29 414	25 951	-11,8%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	33 795	31 872	-5,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	févr*	1 396	2 004	43,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	3 892	3 626	-6,8%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	déc	87 963	89 656	1,9%
dont secteur privé	déc	63 444	64 401	1,5%
dont secteur public	déc	24 519	25 255	3,0%
demandes d'emploi de fin de mois	févr*	7 164	7 617	6,3%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	févr*	6 787	7 342	8,2%
chômeurs indemnisés	janv*	1 799	2 050	14,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	avr*	899,3	899,3	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	6 374	6 852	7,5%
décisions retraits cartes bancaires	déc	3 269	3 042	-6,9%
incidents paiements sur chèques	déc	35 145	36 097	2,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	5 674	4 845	-14,6%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	févr*	2 548	2 299	-9,8%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	35 609	35 377	-0,7%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	17 464	17 045	-2,4%
<b>Echanges</b>				
nombre de touristes	févr*	15 810	14 773	-6,6%
nombre de croisiéristes	janv*	50 570	48 422	-4,2%
taux d'occupation moyen depuis le 1 <sup>er</sup> janvier des hôtels de Nouméa	janv*	52,8%	53,5%	0,7 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mars*	7,85	6,64	-15,4%
cours du nickel au LME en \$/lb	mars*	7,59	7,10	-6,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	4 595	4 460	-2,9%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc	21 435	17 751	-17,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	62 512	65 126	4,2%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	90 338	75 505	-16,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	817	868	6,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 145	1 302	13,7%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	112 918	94 558	-16,3%
part de ces produits dans le total des exportations	déc	91,4%	87,9%	-3,5 pts
total des importations (M FCFP)	déc	301 352	290 908	-3,5%
total des exportations (M FCFP)	déc	123 483	107 533	-12,9%
taux de couverture	déc	40,98%	36,96%	-4,0 pts
recettes douanières (M FCFP)	déc	50 554	48 961	-3,2%
<b>Indicateurs financiers (M de FCFP)</b>				
Dépôts à vue	févr*	248 606	269 656	8,5%
M1	févr*	264 577	284 641	7,6%
M2	févr*	371 311	397 595	7,1%
Dépôts à termes	févr*	222 520	192 218	-13,6%
M3	févr*	593 872	589 852	-0,7%
P1	févr*	3 792	3 840	1,3%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,36%	4,96%	-0,40 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,20%	4,37%	0,17 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,70 %	4,31 %	-0,39 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	juil	6,86 %	7,08 %	0,22 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc	955 835	982 019	2,7%
Ménages	déc	403 923	409 701	1,4%
dont crédits à la consommation	déc	73 806	74 536	1,0%
dont crédits à l'habitat	déc	323 730	329 342	1,7%
Entreprises	déc	456 762	452 929	-0,8%
dont crédits d'exploitation	déc	84 621	83 638	-1,2%
dont crédits d'investissement	déc	243 403	235 173	-3,4%
dont crédits à la construction	déc	113 487	117 498	3,5%
Collectivités locales	déc	60 060	74 063	23,3%
dont d'investissement	déc	58 135	71 470	22,9%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	16 069	15 715	-2,2%
créances douteuses brutes	déc	19 022	29 611	55,7%
taux de créances douteuses brutes	déc	2,0%	3,0%	1,0 pt
ensemble des actifs financiers	déc	708 874	715 081	0,9%
Ménages	déc	358 988	376 117	4,8%
Sociétés	déc	247 280	227 682	-7,9%
Autres agents	déc	102 606	111 282	8,5%
dont assurances-vie	déc	103 122	106 818	3,6%

(p) : provisoire (a) : actualisé

\*2013/2014

**TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE**

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

**TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER**

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	14/04/2014	0,25%	3,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	14/04/2014	0,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/04/2014	0,75%	

**TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE**

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		
	31/03/2014	28/02/2014	Var. M-1	taux	date d'effet	
EONIA	0,6880%	0,2590%	+ 0,429 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2011
EURIBOR 1 mois	0,2370%	0,2180%	+ 0,019 pt			
EURIBOR 3 mois	0,3130%	0,3130%	+ 0,000 pt			
EURIBOR 6 mois	0,4180%	0,3840%	+ 0,034 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 12 mois	0,5900%	0,5490%	+ 0,041 pt	année 2014	0,04%	06/02/2014
				année 2013	0,04%	01/03/2013

taux d'intérêt en moyenne mensuelle				Définitions		
	31/03/2014	28/02/2014	Var. M-1	EONIA:	TME:	TRBOSP:
TEMPE	0,1907%	0,1601%	+ 0,031 pt	Euro OverNight Index Average	taux moyen des emprunts d'Etat à long terme	taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
EURIBOR 1 mois	0,2310%	0,2250%	+ 0,006 pt	source: CDC		
EURIBOR 3 mois	0,3040%	0,2890%	+ 0,015 pt			
EURIBOR 6 mois	0,4060%	0,3870%	+ 0,019 pt			
EURIBOR 12 mois	0,5760%	0,5500%	+ 0,026 pt			
TMO	2,3500%	2,4200%	- 0,070 pt			
TME	2,1500%	2,2200%	- 0,070 pt			
TRBOSP	2,2800%	2,3100%	- 0,030 pt			

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	31/03/2014	28/02/2014	31/01/2014	31/03/2014	28/02/2014	31/01/2014	31/03/2014	28/02/2014	31/01/2014
taux JJ	0,130%	0,110%	0,130%	0,053%	0,066%	0,069%	0,440%	0,450%	0,450%
3 mois	0,240%	0,200%	0,250%	0,135%	0,140%	0,144%	0,520%	0,520%	0,530%
10 ans emprunts phares	2,750%	2,690%	2,650%	0,650%	0,590%	0,620%	2,760%	2,740%	2,710%

**TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2014)**

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	5,19%	Prêts consenti	7,91%
Prêts à taux variable	4,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,92%
Prêts-relais	5,39%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,79%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,27%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,31%
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,09%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,21%	Découverts en compte (1)	13,37%

(1) y compris commission du plus fort découvert

**TAUX DE CHANGE**

Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	86,5475	1 NZD/XPF	74,8068	1 HKD/XPF	11,1553	1 GBP/XPF	144,0857	
100 JPY/XPF	83,7886	1 AUD/XPF	79,8686	1 SGD/XPF	68,7157	100 VUV/XPF	91,3162	1 FJD/XPF	46,1846